



**NOTE DE VEILLE DU
SECTEUR ENERGETIQUE
(Informations stratégiques et technologiques du 18 mai 2010)**



Pétrole: tentative de rebond du baril mardi midi

Après une incursion sous les 70 dollars, des achats à bon compte soutenaient le rebond des cours du brut ce midi. Vers 13 heures 30, le baril WTI américain livrable en juin rebondissait de 1,90% à 71,98 dollars, le Brent de Mer du Nord de même échéance progressait de 1,88% à 76,54 dollars.

La modeste remontée de l'eurodollar, qui tient les 1,24 dollar l'euro ce midi (+0,17% après +0,26% la veille), ne semble pas contrarier le prix du baril.

Les dernières statistiques restent encourageantes, bien qu'elles témoignent d'une tendance plus hésitante. Ainsi hier aux Etats-Unis, l'indice de l'Empire State de la Fed de New York pour mai a témoigné du recul inattendu de l'activité manufacturière dans l'Etat de New York.

L'indice a été publié à 19,11, contre 31,86 pour le mois d'avril. Les analystes tablaient eux sur un léger repli autour des 30,00. 'Il en ressort que la production continue de croître, mais de façon moins intensive que prévu', commente Pictet & Cie.

La crise monétaire européenne pèse également, les mesures de rigueur annoncées par plusieurs Etats faisant craindre une baisse de la consommation de brut sur le Vieux continent, qui représente environ 17% de la demande mondiale de pétrole.

Les investisseurs suivront également de près l'évolution des stocks de brut et de produits pétroliers US, orientées en nette hausse depuis le début de l'année. Selon le consensus actuel, l'Energy Information Agency (EIA) devrait faire état demain d'une baisse d'un million de barils des stocks d'essence, alors que la 'driving season' va commencer. Mais ceux de brut devraient augmenter, une fois encore, de l'ordre de 0,5 million d'unités.

PETROLE

Pétrole : le Nigeria limoge le patron de sa compagnie nationale

(src : Les Echos)

La pression est à son comble au sein du géant pétrolier nigérian NNPC. Hier, le président du Nigeria, Goodluck Jonathan, a limogé Shehu Ladan, le patron de la compagnie nationale, un mois à peine après sa nomination. Ce dernier a été remplacé par Austin Oniwon, jusqu'alors directeur exécutif chargé des raffineries et de la pétrochimie. Aucune explication n'a été fournie pour ces changements.

Le président nigérian « *a aussi ordonné un audit complet des comptes de la NNPC* », que le ministère des Finances confiera à « *une société d'audit d'envergure internationale* ».

La NNPC est critiquée depuis des années pour son inefficacité. Ses comptes suscitent aussi des interrogations. Les gouvernements successifs du Nigeria ont puisé des sommes colossales dans les coffres de la société, afin de boucler le budget de l'Etat fédéral. Cette série d'annonces intervient alors que le président Goodluck Jonathan a promis de réformer le secteur des hydrocarbures, reprenant ainsi les engagements de son prédécesseur, Umaru Yar'Adua, décédé le 5 mai.

Un projet de loi de réforme du secteur est débattu au Parlement depuis des mois. Ce projet prévoit d'éclater la NNPC en plusieurs entités, dont les budgets seraient dissociés de celui de l'Etat.

GAZ NATUREL

Eventuelle fusion Gazprom-Naftogaz: le groupe russe modernisera les gazoducs ukrainiens

(src : RIA Novosti)

La décision d'unifier le russe Gazprom et l'ukrainien Naftogaz doit profiter aux deux parties, et si cette décision est adoptée, le groupe russe aidera l'Ukraine à moderniser ses gazoducs de transport, a annoncé lundi le PDG de Gazprom Alexeï Miller.

"La proposition d'unir les deux sociétés s'inscrit parfaitement dans la tendance mondiale axée sur la fusion de compagnies énergétiques, a-t-il déclaré aux journalistes.

Et de poursuivre: "En cas de fusion entre Gazprom et Naftogaz Ukraine, le réseau de transport gazier ukrainien pourrait être entièrement modernisé grâce aux ressources financières du géant russe".

D'une longueur de 37.500 km, ce réseau compte 71 stations de compression et 13 stockages souterrains de gaz d'une capacité totale de 32 milliards de m³. Le débit annuel des gazoducs menant vers l'Europe s'élève à 141 milliards de m³. Ce chiffre est très important si l'on tient compte du fait qu'en 2009, la Russie a exporté 167 milliards de m³ de gaz et en 2010, ce volume doit passer à 217 milliards.

"La fusion pourrait s'opérer par étapes", a ajouté M.Miller.

L'idée d'unifier Gazprom et Naftogaz a été formulée le 30 avril dernier par le premier ministre russe Vladimir Poutine au terme d'une rencontre avec son homologue ukrainien Nikolaï Azarov. Le chef du gouvernement russe a alors précisé que cette proposition ne supposait pas l'absorption de la société ukrainienne par le groupe russe.

A la veille de sa visite en Ukraine (les 17 et 18 mai), le président russe Dmitri Medvedev a souligné qu'il n'était pas question d'unir immédiatement Gazprom et Naftogaz, mais de regrouper certains des actifs appartenant aux deux compagnies ou de créer une coentreprise. Son homologue ukrainien Viktor Ianoukovitch estime pour sa part que ce processus ne pourra avoir lieu que sur une base paritaire.

ELECTRICITE

Marché de l'électricité : quand la France donne l'exemple

(src : LesEchos)

Le gouvernement vient de déposer le projet de loi de nouvelle organisation du marché de l'électricité (Nome), qui devrait être examiné par le Parlement avant l'automne. En reprenant les recommandations de la commission Champsaur, ce projet cherche à résoudre la quadrature du cercle dans l'industrie électrique française : ouvrir le marché de détail de l'électricité à la concurrence et mettre ainsi un terme aux procédures engagées par la Commission européenne à l'encontre de la France et d'EDF, et simultanément préserver l'intégrité du parc nucléaire, qui propose de l'électricité à un coût inégalable pour les candidats à l'entrée.

La réponse légale est qu'EDF doit vendre à ses concurrents une partie de l'électricité produite par ses centrales à un prix réglementé proche du coût de développement du nucléaire. Les fournisseurs alternatifs d'électricité (comme GDF Suez, Direct Energie ou Poweo, mais aussi l'allemand E.ON) pourront alors développer des offres véritablement concurrentielles face aux tarifs réglementés dont EDF a l'exclusivité. Leur part de marché devrait donc augmenter dans les prochaines années.

La concurrence sera porteuse d'innovation, en particulier en ce qui concerne la gestion de la demande, mais les avancées dans ce domaine dépendent des nouveaux compteurs et boîtiers « intelligents » dont le déploiement ne sera pas achevé avant la fin de la décennie.

Comme par ailleurs la fourniture ne représente qu'une faible part du coût total, on peut penser que le transfert de parts de marché entre fournisseurs n'aura qu'un impact limité sur la structure à long terme du secteur électrique français. Le véritable impact économique de la loi NOME est ailleurs : la création d'un marché des capacités à partir d'une proposition du rapport Poignant-Sido, d'une part, et, d'autre part, l'augmentation des compétences de la Commission de régulation de l'énergie.

Le projet de loi prévoit que les fournisseurs devront se procurer auprès des producteurs des certificats de capacité, en proportion à leur demande de pointe. Les revenus ainsi générés rémunèrent les producteurs d'électricité, que leurs centrales génératrices d'électricité produisent ou non. Ces garanties, échangeables sur un marché à créer, sont indispensables pour assurer l'équilibre offre-demande à long terme dans une industrie électrique libéralisée. En effet, les pouvoirs publics imposent en général des prix plafonds sur les marchés spot de l'électricité (3.000 euros/MWh sur le marché français), ce qui réduit le revenu des producteurs, donc leur investissement. Il faut par conséquent trouver un financement pour disposer de capacités permettant de servir la demande aux heures de pointe. Les marchés américains ont tous progressivement ajouté un marché de capacité à leur marché spot. Le Royaume-Uni, qui ne dispose pas de marché de capacité, fait face à un risque de déficit de production électrique à l'horizon 2015.

Le marché de capacité facilitera la construction des quelques centrales de pointe prévues autour de 2015 et, surtout, contribuera à financer l'allongement de la durée de vie du parc nucléaire à partir de 2015, puis son renouvellement à partir de 2025. La France est le premier pays européen à créer un marché de capacité. Elle sera certainement suivie par ses voisins.

Autre point essentiel de la loi NOME, le rôle de la Commission de régulation de l'énergie est renforcé dans plusieurs domaines, en particulier le contrôle des mécanismes concurrentiels du secteur et la détermination des tarifs réglementés. Sur ce dernier point, il s'agit d'une avancée essentielle, qui amène enfin la France au niveau des autres démocraties occidentales : les prix réglementés seront déterminés à partir de données techniques et financières par une autorité administrative indépendante, et non par les politiques. On peut espérer que c'est une première étape vers la suppression des tarifs.

Il est trop tôt pour crier victoire : la version finale de la loi différera probablement du projet et bien des détails (dans lesquels se cache le diable) restent à régler. Mais la première mouture est encourageante, qui non seulement apaise les tensions à court terme avec la Commission européenne, mais aussi propose un cadre économique robuste pour accompagner le futur du secteur électrique en France.



[Photovoltaïque européen et pratiques administratives](#)

(src : Enerplan, PV Legal)

le consortium PV Legal a lancé la plus large et la plus complète des bases de données en ligne répertoriant des détails quantitatifs et qualitatifs sur les procédures de développement de projets photovoltaïques et les barrières administratives empêchant le développement de ces projets dans 12 pays européens.

Le projet PV Legal, une initiative soutenue par le programme Intelligent Energy Europe de la Commission Européenne, a publié lundi le résultat de six mois de recherches dans 12 pays européens. Le but étant de fournir une étude et une analyse exacte de toutes les étapes et des coûts engagés pour se plier aux obligations administratives et légales lors de la mise en service d'un système photovoltaïque dans l'un de ces pays. Même si la plupart des pays reconnaît le potentiel du PV et accorde des aides à son développement, le marché national photovoltaïque ne semble pas pouvoir atteindre son plein potentiel à cause des ces freins bureaucratiques.

La base de données PV LEGAL est un outil complet qui fournit aux acteurs du marché et aux décideurs politiques une analyse détaillée de la situation et permet de mettre en lumière les meilleures pratiques et les problèmes existants.

Dans chaque pays, la recherche a été conduite en répertoriant les procédures obligatoires pour trois segments principaux :

- a) installations de petites tailles sur des bâtiments résidentiels ;
- b) installations petites et moyennes sur des bâtiments commerciaux
- c) moyennes et grandes installations au sol.

Pour chaque segment le processus de développement a été identifié et décrit en détails avec des informations sur sa durée, le temps d'attente induit et le coût des démarches légales et administratives.

Pour la prochaine étape, les partenaires du projet s'adresseront aux décideurs politiques et aux gestionnaires de réseaux des principaux marchés photovoltaïques européens en leur adressant leurs recommandations, en organisant des forums nationaux (conférences) et des ateliers ad-hoc.



Eolien offshore: le Royaume-Uni ne s'arrête plus et offre 2 GW supplémentaires

(src : GreenUnivers)

Alors que la barre de 1 GW d'éolien offshore installé vient d'être franchie au Royaume-Uni, la Couronne d'Angleterre (via le Crown Estate) continue son ouverture aux éoliennes en mer. Après avoir déjà impulsé le développement de plus de 40 gigawatts au large de ses côtes, elle annonce des projets d'extension de parcs existants, pour une puissance cumulée de 2 GW.

Draka : cablage du parc éolien offshore Walney 2 en Grande Bretagne

(src : Draka)

Le norvégien Draka Offshore a remporté lundi le contrat de réseau de câbles pour le projet Walney 2 de Dong Energy au Danemark. Cette annonce fait suite à l'achèvement récent de l'extension par la société de son installation de production sous-marine.

" Le projet Walney 2 est notre premier gros contrat de ferme éolienne après notre extension ", a expliqué Martin Dale, directeur commercial des réseaux sous-marins de Draka Offshore. " Nous fournissons des câbles électriques sous-marins aux secteurs du pétrole, du gaz et de l'électricité depuis plus de 30 ans, et ce nouveau projet témoigne de notre capacité à fournir le même niveau de qualité au secteur de l'éolien offshore."

Aux termes de ce contrat, **Draka fournira à peu près 60 kilomètres de câbles électriques sous-marins de 36kV** devant être utilisés dans le projet Walney 2. Outre la gestion de tous les aspects logistiques associés à la fourniture de ces câbles sous-marins sur le site, Draka apportera un large éventail d'accessoires, coordonnera l'installation de ces accessoires et assurera la mise en service des circuits.

Situé dans l'est de la Mer d'Irlande, à environ 15 kilomètres à l'ouest de Barrow-in-Furness en Cumbrie, au Royaume-Uni, le projet Walney permettra de fournir une énergie renouvelable à plus de 320 000 foyers. Le projet Walney 2 consiste en **51 turbines de 3,6MW** avec des câbles enterrés à une profondeur d'environ deux mètres, et son installation débutera durant l'été 2011.

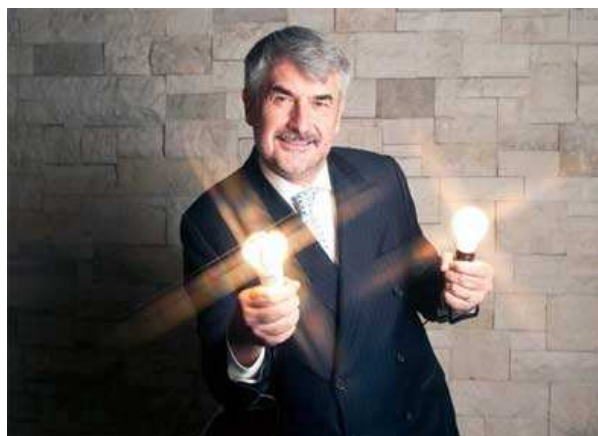
Les projets Walney 1 et Walney 2 seront construits de manière progressive.

EFFICACITE ENERGETIQUE

Philips dévoile son ampoule LED de 12 Watts

(src : Philips)

Philips Electronics a dévoilé le 12 mai à l'occasion du "Lightfair International tradeshow" ses ampoules 12 watts EnduraLED, qui sont censées remplacer bientôt les ampoules à incandescence de 60 watts.



La nouvelle ampoule aura une durée de vie de 25.000 heures, par opposition à une ampoule à incandescence de 60 Watts, dont la durée est évaluée à environ 1.000 heures. Autrement dit, l'EnduraLED sera capable de durer 25 fois plus longtemps qu'une ampoule à incandescence classique et ne consommera que 20% d'énergie.

Chaque année, plus de 425 millions d'ampoules à incandescence 60 watts sont vendues aux États-Unis, ce qui représente environ 50% du marché de l'éclairage. Selon les calculs de Philips, un remplacement par des LED a le potentiel d'économiser 32,6 térawatts-heures d'électricités par an, soit suffisamment d'énergie pour alimenter 14,4% des foyers aux États-Unis. Il supprimerait également l'émission de 5,3 millions de tonnes de CO2 par an.

D'un design innovant, la nouvelle ampoule utilise une technologie au phosphore qui offre la même lumière blanche et douce que celle d'une ampoule à incandescence classique.

L'EnduraLED sera disponible aux États-Unis au quatrième trimestre 2010, bien avant la date fatidique - 2012 - à laquelle le législateur américain exigera l'utilisation d'appareils d'éclairage éconergétiques. Le prix final de l'ampoule LED n'a pas encore été finalisé.

ECONOMIE VERTE

Deals du 10 au 17 mai 2010: projets solaires français et agent américain

(src : GreenUnivers)

En France, durant cette semaine de l'Ascension, le solaire a une nouvelle fois été en pointe: la ville de Marseille a confié à cinq sociétés le soin d'installer quelque 13 MW sur près de 115 bâtiments publics, alors que le développeur français **Winch**, associé à **BP Solar**, a signé un accord avec la commune de Thorame-Haute (Alpes-de-Haute-Provence) pour installer une centrale au sol de 30 MW, qui devient l'un des plus gros projets solaire français.



Une start-up spécialisée dans le traitement de l'air a bouclé un premier tour de table alors qu'une nouvelle usine de fabrication de pellets vient de s'ouvrir dans la région de valenciennes (Nord).

Enfin, le gouvernement continue à miser sur la croissance verte : il vient de labelliser six nouveaux pôles dédiés aux éco-technologies, dont trois sur l'eau, ce qui porte à 22 le nombre de pôles dans les secteurs de l'environnement.

A l'international, l'éolien offshore tient la la dragée haute : alors qu'il vient de franchir la barre des 1 GW de puissance installée, le Royaume-Uni annonce 2 GW de nouveaux projets, dont 1 GW sera installé par **Dong Energy**. De son côté, le fabricant allemand **Nordex**, qui occupait jusque là une place modeste, affiche désormais de grandes ambitions : il rachète 40% d'un futur parc de 300 MW en mer Baltique, l'un des plus gros projets européens. Et son compatriote **RWE Innogy** s'allie à l'opérateur Eurogate, responsable du port allemand de Bremerhaven, pour mettre en place une véritable plateforme logistique tournée vers les parcs offshore.

La semaine aura aussi été riche en renflouements spectaculaires, grâce aux investisseurs américains, avec de très grosses levées de fonds pour la petite voiture électrique norvégienne **Think** ainsi que les panneaux low-cost de **Solaria**, et un nouveau **rachat dans le smartgrid américain**. De quoi compenser l'entrée en Bourse décevante du chinois **Jinko Solar** à Wall Street.

Repère : la rafale de rachats dans le smartgrid continue

(src : GreenUnivers)

Une vague de fusions-acquisitions souffle depuis deux ans sur le secteur du smartgrid (gestion intelligente des réseaux électriques), la dernière en date étant le rachat, la semaine dernière, par le groupe américain de domotique Honeywell de la société de gestion de la demande électrique Akuacom.

Un rachat intervenu juste après l'acquisition par le groupe suisse ABB du groupe de logiciels pour smartgrid Ventyx pour près de 1 milliard de dollars et celle du groupe Teridan Semiconductor (puces pour compteurs intelligents) par Maxim Integrated Products et quelques mois après le rachat par Schneider et Alstom du groupe de transmission électrique Areva T&D pour 4,09 milliards de dollars.

Akuacom est un spécialiste des technologies de "demande-réponse" (répartition automatique et intelligente de la consommation d'électricité entre les utilisateurs, pour le compte des compagnies d'énergie), et gère des bâtiments en Californie et au Canada.

Honeywell lui-même utilise déjà cette technologie pour gérer des consommateurs avec la compagnie Southern California Edison et deux compagnies d'électricité de Floride. Le rachat d'Akuacom va lui permettre de se développer dans ce créneau.

Honeywell et ses grands concurrents comme Johnson Controls, Siemens, Schneider Electric ou Echelon ont multiplié les partenariats, puis les rachats de petites sociétés du smartgrid.

Ce rachat marque la poursuite d'une série de fusions-acquisitions dans le smartgrid depuis deux ans, avec de très grosses opérations en Europe comme aux Etats-Unis, et une ribambelle de petits achats outre-Atlantique, où les grands groupes font main basse sur les nombreuses start-up du secteur.

Mai 2010 : Honeywell (USA) rachète Akuacom (USA, demande-réponse), somme non dévoilée

Mai 2010 : ABB rachète pour "près d'un milliard de dollars" l'américain Ventyx

Avril 2010 : Maxim Integrated Products (US) rachète Teridian Semiconductor (US, puces pour compteurs intelligents) pour 315 millions de dollars

Avril 2010 : Cooper Industries (USA, matériels électriques) rachète la start-up Eka Systems (transmissions de données sans fil pour smartgrid), somme non dévoilée.

Mars 2010 : Cisco investit dans Grid Net (transmission de données pour compteurs par WiMax)

Mars 2010 : Elia (Belgique) rachète 50Hertz (Allemagne, transmissions électriques) pour 810 millions €

Décembre 2009 : EnerNOC rachète Cogent Energy , spécialiste de la "demande-réponse"

Décembre 2009: Alstom et Schneider Electric achète Areva T&D pour 4,09 milliards d'euros

Novembre 2009 : GridPoint rachète ADMMicro (gestion de l'énergie des sites industriels)

Septembre 2009 : Silver Spring Networks rachète Greenbox Technology (gestion de l'énergie de la maison)

Août 2009: Siemens rachète Energy4U à hauteur de 60%

Août 2009: GridPoint rachète V2Green (gestion des chargeurs pour EV)

Juin 2009 : GridPoint rachète Lixar (gestion de l'énergie de la maison)

Juin 2009 : EnerNOC rachète eEquilibrium Solutions (gestion de l'empreinte carbone)

Mai 2009 : Trilliant rachète SkyPilot (transmissions sans fil pour compteurs).

Mars 2009 : EnerNOC rachète SmallFoot (transmissions sans fil pour gérer la consommation des petits bâtiments)

Janvier 2009: Cisco rachète Richards-Zeta Building Intelligence (réseau de transmission des données) dans les bâtiments)

Novembre 2008: SmartSynch rachète Applied Mesh Technologies